

## **Présentation de JF Aubin au Colloque « économie sociale et développement local » dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier, décembre 2002**

Bonjour,

C'est à titre de membre du comité international du Chantier d'économie sociale du Québec mais surtout d'acteurs terrain en revitalisation de quartiers et en économie sociale que je vais vous partager quelques réflexions.

Je travaille dans une Corporation de développement économique communautaire (CDEC) à Trois-Rivières, une petite ville de 120 000 résidents, située à mi-chemin entre Montréal et Québec. Il s'agit d'une ville ayant un fort passé industriel notamment dans les secteurs des pâtes et papiers. Comme plusieurs villes semblables nous avons connu à partir de la fin des années 70, fermeture, rationalisation, pertes d'emplois, si bien que les anciens quartiers ouvriers sont devenus peu à peu des quartiers de personnes vivant de la sécurité sociale, dans la pauvreté. Ces quartiers, qui sont les quartiers les plus anciens de la ville, se sont graduellement « dévitalisés ». Une bonne partie des forces vives de ces quartiers ont déménagé vers les nouveaux secteurs de la ville. L'infrastructure (rues, trottoirs, parcs, etc.) n'a pas toujours suivi le rythme de développement des autres secteurs de la ville. Le nombre d'immeubles laissés entièrement ou en partie vacants ainsi que les terrains vacants ont été en augmentant, ce qui a entre autres une incidence sur la criminalité. Plusieurs logements ont été peu entretenus par des propriétaires qui habitent à l'extérieur de la ville. Ces quartiers se sont retrouvés à la fois avec les logements dans le plus mauvais état pour une partie et, à la fois, avec les loyers les moins chers. Le fait d'avoir les loyers les moins chers a un effet d'attraction sur les personnes à faible revenu des autres secteurs de la ville et, progressivement, on se retrouve avec une mixité sociale très faible et une concentration de personnes en situation de pauvreté qui, même si elles voulaient bien s'entraider, n'ont pas les ressources toujours pour le faire.

Malgré l'intervention de plusieurs ressources tant institutionnelles que communautaires (associatives), les statistiques démontrent des taux d'inoccupation, de mauvaise santé, de pauvreté, d'analphabétisme, etc. toujours anormalement élevé en comparaison avec les autres secteurs de la ville. Ce phénomène n'est pas exclusif à notre ville mais se retrouve actuellement dans plusieurs villes au passé industriel comme l'a démontré notamment le colloque « reconversion industrielle, Montréal rendez-vous 2002 » tenu au Québec en mai 2002.

Voilà pourquoi, avec les citoyens et les citoyennes de ces quartiers et un ensemble d'acteurs locaux de tout type, nous avons entrepris une démarche de revitalisation de ces quartiers depuis bientôt 3 ans. Les réflexions que je vous partage aujourd'hui s'inspirent de cette pratique.

Voici en rafale, dix idées majeures qui concernent le lien entre revitalisation et économie sociale. Par manque de temps, je ne ferai pas référence aux nombreux auteurs-es qui ont auparavant abordé la réflexion sur ces sujets.

- 1- La revitalisation de territoire a une dimension globale qui implique autant l'économie privée, l'économie publique que l'économie sociale.
- 2- La revitalisation a une dimension globale également parce qu'elle s'inscrit autant dans la sphère économique, politique, sociale, environnementale que culturelle. Il ne s'agit pas de « rénovations urbaines » qui feraient référence qu'à une action sur les infrastructures (rues, trottoirs, parcs, parc immobilier, etc.). Souvent on utilise le terme « revitalisation » dans un sens limité d'actions de rénovations urbaines. Dans notre cas, nous préférons lui donner son plein sens c'est-à-dire « re donner une vie meilleure », « re vitaliser ». Cela signifie une action qui porte autant sur les conditions de vie, sur la consolidation des liens sociaux que sur le cadre bâti.
- 3- La revitalisation doit s'appuyer sur un territoire d'appartenance. À une époque où on assiste à une mondialisation accrue, à une multiplication des possibilités d'être en « réseau » avec des gens de tous les horizons, un certain « enracinement », une appartenance (même si elle est parfois passagère) devient un contrepoids nécessaire à ce monde qui nous glisse entre les doigts trop souvent.

L'économie sociale et solidaire peut contribuer à cette vision et à développer cet appartenance à un territoire. De par sa nature, l'économie sociale et solidaire est souvent de proximité et territoriale. Il faut cependant que cela soit un choix conscient et qu'une vision « territoriale » soit présente dans la tête et le cœur de ceux et celles qui font l'économie sociale et solidaire au quotidien. Ce n'est pas toujours simple puisque souvent ces organismes et entreprises sont en constante situation de « survie financière » et les actions pour maintenir les liens avec le milieu local ne sont pas toujours conséquentes.

Pour maintenir cette préoccupation, ce lien avec le milieu local, il faut compter sur un processus continu de formation et d'éducation populaire.

- 4- Une autre condition incontournable pour permettre un arrimage entre les processus de revitalisation et l'économie sociale et solidaire est l'exercice d'un leadership ouvert et collectif. Ce leadership ne peut être exercé que par une seule personne, fut-ce t-elle très charismatique. Cependant, s'il n'y a aucune personne démontrant ce leadership, en mesure de faire des passerelles entre les différents acteurs et actrices, un tel arrimage risque d'être voué à l'échec. Un leadership ouvert, dans le sens où chaque acteur et actrice doit sentir qu'il a sa place et son rôle à jouer, est essentiel.

- 5- Il faut également que l'économie sociale et solidaire s'organise en « réseaux ». Au Québec, pour des raisons d'ordre pratique et structurel, l'économie sociale s'est organisée principalement sur une base « sectorielle » en premier lieu. Elle est actuellement entrain de relever le défi de se regrouper sur une base territoriale. Chaque organisme ou entreprise d'économie sociale pris isolément n'a souvent pas les moyens et les ressources de participer activement à un processus de revitalisation. La solution réside dans le fait de se regrouper pour mieux être en mesure de participer à de tels processus collectifs, sinon ce seront seulement les organismes et entreprises « majeurs » qui pourront y participer.
- 6- Pour participer à la revitalisation de territoires, l'économie sociale et solidaire doit avoir des outils de financement qui lui sont propres et appropriés. Cela lui donne les ressources pour « penser développement ». Ces outils doivent être variés et adaptés autant pour de petits projets que pour des projets d'une ampleur plus significative. Ils doivent prendre en compte que lorsqu'on offre des services aux personnes en situation de pauvreté qui résident dans ces quartiers, il est évident que la « viabilité économique » de l'entreprise d'économie sociale est beaucoup plus fragile. Il faut prendre en compte dans le financement les impacts indirects tels « l'économie » que de telles actions peuvent entraîner sur, par exemple, les coûts de santé, d'interventions des services sociaux, etc.
- 7- L'économie sociale et solidaire doit également réussir à se donner des outils efficaces d'éducation populaire auprès de la population de ces quartiers. Il faut que les résidents et résidentes s'approprient peu à peu la notion même d'économie sociale et solidaire. Sur ce point, il y a encore beaucoup de travail à faire. L'économie sociale et solidaire est encore souvent un concept partagé entre intervenants et intervenantes, et peu ancré dans la population en général. Il y a, entre autres, un travail de « visibilité » important à réaliser.
- 8- L'économie sociale et solidaire doit demeurer alternative mais pas marginale. C'est-à-dire qu'elle doit amener un « plus » ou un « différent » que l'économie privée ou publique mais aussi pour influencer un certain « changement de société ». Elle doit viser à ne pas demeurer que dans la marge (ce qui ne l'empêche pas d'y être parfois...). Pour ce faire, elle doit autant développer dans le « micro », de tout petits projets, que dans le « macro », de plus vastes projets structurants. Ce n'est pas une question de choisir entre les deux types de projets. Les deux doivent être en mesure de cohabiter et de s'entraider. Les deux types ont leur importance et leurs rôles à jouer.
- 9- Pour permettre un espace significatif à l'économie sociale et solidaire, les démarches de revitalisation doivent se donner un cadre de référence qui inclut des principes favorisant cette participation. Notamment, la reconnaissance de l'importance des trois types d'économie (privée, publique et sociale), la référence au territoire, une conception de développement durable, l'approche globale et l'importance de la participation citoyenne sous toutes ses formes, sont des balises qui guident l'action et favorisent l'implication.

10- D'autres éléments permettent à une démarche de revitalisation de prendre son envol et de se développer dans toutes ses dimensions y compris sous l'angle du développement de l'économie sociale et solidaire. Nommons, entre autre, la capacité du pouvoir politique à appuyer de telles démarches sans vouloir les « contrôler ». L'autonomie de ces démarches est une garantie de leur succès. Il n'est pas encore dans les habitudes des pouvoirs locaux d'être en mesure d'accompagner et d'appuyer ces processus et d'accepter de ne pas avoir le contrôle total de la direction de ces processus. Une nouvelle forme de gouvernance est à inventer à partir de ces pratiques. Cela relance la question de la relation entre la démocratie participative et de la démocratie représentative.

Un autre élément est la question d'une base minimale de confiance. Confiance entre les acteurs et actrices que ce soit des organismes communautaires (associatifs), des entreprises d'économie sociale, des officines gouvernementales ou de simples citoyens et citoyennes qui ont la volonté de s'impliquer dans leur quartier. Confiance dans le processus qui ne peut pas toujours donner des résultats visibles sur du court terme. Confiance dans le potentiel « en devenir » des citoyens et citoyennes qui parfois partent de très loin, de situations d'exclusion où les pas à franchir sont coûteux et longs.

Un dernier élément, la concertation des différents acteurs et actrices en revitalisation doit se faire dans l'action et non seulement assis autour d'une table à discuter. C'est dans l'action que le travail commun, les nécessaires compromis et les nécessaires compromissions prennent tous leurs sens.

En conclusion

En guise de conclusion de ce bref exposé, où j'aurais aimé pouvoir approfondir plusieurs des idées que je vous ai partagées, j'ajouterais deux éléments « subjectifs » mais indispensables, il me semble, à ces processus de revitalisation incluant l'économie sociale et solidaire. Il s'agit d'une part de la « passion ». Une passion qui vient soutenir nos rêves et nos utopies. Une passion qui nous permet de dépasser les obstacles nombreux que nous rencontrons. D'autre part, une nécessaire « humilité », qui nous permet de constamment être en mesure d'apprendre, de continuer d'apprendre sans se fermer aux idées nouvelles.

Jean-François Aubin

Démarche de revitalisation des premiers quartiers de Trois-Rivières, ÉCOF  
Québec, novembre 2002